

UNIVERSITE CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR



FACULTE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES

DEPARTEMENT D'HISTOIRE

Pré rapport sur la thèse de Monsieur Eddy Nilsone GOMIS intitulée : « Un modèle de ville durable en Afrique subsaharienne est-il envisageable ? Etude à partir des villes de Bissau (Guinée-Bissau) et de Ziguinchor (Sénégal)» sous la codirection de Pierre FERNANDEZ et Frédéric BONNEAUD, thèse délivrée par l'Université de Toulouse 2-Jean Jaurès et l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Toulouse, Ecole doctorale : TESC-Temps, Espaces, Sociétés, Cultures ; Spécialité : Architecture, Unité de recherche : LRA-Laboratoire de Recherche en Architecture.

Cette thèse s'organise autour de quatre grandes parties.

La première partie compte trois chapitres (pp. 23-79) et fait l'état des lieux de la notion du développement urbain durable et son évolution à travers le monde. Elle s'ouvre par un bref état des lieux de la notion du développement durable et sur la mouvance planétaire des différentes stratégies et multiples démarches entreprises de projets urbains durables. Ce travail ambitionne de s'inscrire dans une dynamique contemporaine de l'approche du développement urbain durable à l'échelle de la ville. En vérité, ce champ d'étude est formidablement marqué par son ampleur « planétaire » et, du coup, est condamné à faire appel à un autre aussi vaste champ, celui des compétences et des connaissances disciplinaires transversales : la géographie, l'histoire, l'anthropologie, la sociologie, la culture, l'architecture, l'économie, l'urbanisme, etc. Il s'agit pour le candidat de procéder à une mobilisation totale et à une mise en synergie de plusieurs acteurs interdisciplinaires. Le candidat doit brasser large et ample.

Le candidat met en exergue l'interdépendance des domaines de connaissances en partant du fait que le développement durable est une approche plurielle et que chaque discipline l'aborde sous un angle différent. Cette approche nous informe non seulement sur la manière dont la notion du développement durable s'est enracinée dans la pensée occidentale et africaine, mais également sur la façon dont elle est perçue à différentes échelles de territoire par des disciplines et des domaines de compétences différentes. Dans le deuxième chapitre, le candidat aborde le cadre institutionnel et réglementaire de la durabilité ainsi que l'intégration des politiques de développement urbain durable dans les pays précurseurs. Enfin, il aborde dans le troisième chapitre la notion du développement urbain durable et de la durabilité vue dans les pays du Sud notamment dans le contexte africain. Ce travail lui a permis de faire l'état des lieux sur la question, et d'identifier les défis à relever dans cette partie du

monde pour une approche de développement durable plus intégrée et en phase avec ce qui se fait au niveau mondial.

Relevons ici les points forts du travail fourni par le candidat : le candidat revisite effectivement la notion du développement urbain durable et retrace son évolution dans le monde. C'est par ce biais que le candidat revient sur la bibliographie historique et théorique et des notions fondamentales et leurs évolutions dans le temps pour positionner notre contexte de recherche. Le candidat a clairement interrogé la prise en charge du développement urbain durable à travers les différentes stratégies urbaines et leur mise en pratique en Europe bastion du développement durable. Il a nettement pointé les discordes et les thématiques ainsi que les orientations sur le développement durable demeurent fortement marquées par la résistance pesante des entreprises industrielles et des économistes libéraux qui ne sont pas convaincus des dommages causés par la recherche de profit et par la nécessité d'une prise de conscience immédiate et irréversible des enjeux de la question.

Il a aussi passé en revue la question de la diversité des approches en partant de la globalisation des actions aux mesures de prise en charge et d'intégration des questions environnementales au niveau régional et sous régional. Pour mieux éclairer ces approches opérationnelles, une étude bibliographique est centrée sur la littérature grise présentant les expérimentations représentatives ainsi que les politiques urbaines de ces pays sur le domaine. Il revient avec aisance sur la problématique du développement durable en Afrique subsaharienne en abordant la mouvance actuelle du développement durable dans les pays émergents du Sud particulièrement en Afrique. En outre, il s'attache à dresser le tableau des efforts consentis en matière de politiques et d'initiatives favorables au DUD mises en place dans cette partie du monde avec les difficultés et les défis à relever. En cela, il présente les villes de Bissau et de Ziguinchor avant de passer en revue, pour chacune d'entre elles, le contexte urbain contemporain ainsi que les orientations politiques définies par les pouvoirs publics en faveur du développement durable.

Cette partie du travail permet effectivement de mesurer l'écart entre la situation des pays développés et celle des pays en voie de développement face aux enjeux de la durabilité. Ainsi, la mise en perspective des contextes très différents des pays du monde nous éclaire sur l'importance du contexte dans la question de territorialisation de la notion du développement durable. Bien que préoccupés par la lutte contre la pauvreté et le sous-développement qui gangrènent la quasi-totalité des grandes villes de l'Afrique au Sud du Sahara, les autorités étatiques ont peu de marge de manœuvre par rapport à l'application des « Agendas 21 locaux » dans leur pays respectif. Depuis le Sommet de Rio, les préoccupations sur le devenir de la planète et sur la disponibilité des ressources pour les générations futures en ont intéressé plus d'un. Face à cette dynamique qui s'est mondialisée, l'Afrique n'a pas été en reste pour tenter de sauver la planète. La notion de développement durable qui s'est internationalisée est prise en charge par les « Agendas 21 locaux » dans tous les pays membres de l'ONU avec des objectifs bien définis.

La réalisation de ces objectifs, dans les pays émergents, déjà largement en retard, et qui font face à d'innombrables difficultés, reste illusoire. Les multiples problèmes des grandes métropoles et leurs complexités posent des

questions sur la démarche de développement durable d'une ville. La question du financement de la lourde facture des conséquences du réchauffement climatique et des dommages collatéraux qui en découlent, étaient au centre de la Conférence de Paris (2015). Les engagements pris par les pays industrialisés et développés pour prendre en charge le financement de programmes et projets en faveur du développement durable en Afrique, sonne comme une bouffée d'oxygène, mais pourrait aussi exacerber les contradictions entre les bonnes intentions pour un développement équilibré des intérêts sociaux et environnementaux des villes africaines.

Dans la deuxième partie du travail (pp. 80-169), en cinq chapitres, le candidat s'attache à analyser les deux cas d'étude, à savoir, les villes de Bissau et de Ziguinchor.

Là, un point faible est à relever : notons tout de suite, un déséquilibre réel entre la première partie et cette seconde partie du travail du candidat ! En fait, ne fallait-il pas insérer les éléments de la première partie dans une problématique bien construite au lieu d'en faire une partie à part entière de la thèse ? C'est une faille du travail que nous relevons dès à présent. Constatons ici un point fort du travail : nous pensons que le candidat, en abordant la chronologie de ce qu'il appelle « l'avènement de la ville en Afrique subsaharienne », de la ville précoloniale à la ville moderne aux pages 82-91, fait preuve d'une certaine profondeur historique même si nous ne comprenons pas l'usage de ce terme « avènement » qui serait chargé. Retenons cependant avec le candidat qu'en Afrique subsaharienne, les villes embryonnaires, Bissau comme Ziguinchor, épousent presque les mêmes normes urbanistiques que celles européennes, même si à l'origine elles n'avaient qu'un rôle de collectes et d'entrepôts d'esclaves ; elles n'étaient que des comptoirs de commerce et de traite.

Le développement urbain y est resté très modeste jusqu'en 1945. En plus des flux de migrations venus des zones rurales, l'accroissement naturel très élevé explique également la forte concentration des populations dans les villes. Le taux d'urbanisation reste en général dans toute l'Afrique subsaharienne peu élevé. Dans les villes comme Bissau et Ziguinchor, l'accroissement démographique dû à l'exode rural et à un accroissement naturel soutenu, sont aujourd'hui des freins pour une meilleure planification des politiques de santé, de logement, de transport, de gestion de l'eau, ainsi que des ressources naturelles. D'où la nécessité de revoir les politiques publiques dans ce sens pour un développement urbain durable à Bissau et à Ziguinchor.

Un autre moment intéressant du travail fourni par le candidat est celui réservé au traitement qu'il réserve aux stratégies de résilience face aux changements climatiques et ses limites dans les deux pays concernés (troisième partie, chapitre 14, pp. 304-331). Le candidat revient sur les Programmes d'Actions Nationaux d'Adaptation aux Changements Climatiques (PANA) dans chacun des pays pour mieux comprendre la vulnérabilité et de trouver les mesures d'adaptation climatique qui s'y pratiquent pour les inscrire dans une durabilité climatique. Il ne manque pas d'identifier un certain nombre de facteurs qui empêchent la mise en œuvre adéquate et correcte des stratégies de résilience aux changements climatiques à Bissau et à Ziguinchor sont à noter. Entre autres facteurs limitant, on peut retenir : une gestion des risques plus

réactive que préventive, une urbanisation incontrôlée (manque d'infrastructures, implantations et occupations anarchiques de l'espace), des impacts sur la santé, des impacts sur le niveau de développement (dégradations, appauvrissement et impact sur la scolarisation), perceptions et actions endogènes, manque d'informations climatologiques et d'approche interdisciplinaire, prise en compte partielle des changements climatiques, coût élevé de l'adaptation aux changements climatiques, mobilité réduite voire fortement menacée dans les villes étudiées, graves questions que posent la croissance démographique explosive, celle de la gestion des ordures ménagères, donc de la salubrité publique, etc.

Cependant, devant ces situations plus que critiques, le candidat souligne que quatre mesures essentielles sont préconisées dans la gestion des ordures à Bissau et à Ziguinchor : responsabiliser les communes en leur dotant plus de moyens financiers, mutualiser les efforts dans le cadre de l'intercommunalité, organiser et promouvoir les initiatives des communautés de base et promouvoir le secteur privé dans la gestion des ordures. L'engagement et la participation citoyenne peuvent stimuler l'action de chacun dans le processus de changement comportemental et semblent être la stratégie qu'il faut promouvoir pour une meilleure gestion des ordures. Elle nécessite cependant de mettre en cohérence les efforts de tous : populations, chefs coutumiers, chefs de quartiers, délégués de quartier, associations des femmes (GIE ; GPF), associations sportives et culturelles (ASC), acteurs de développement du privé (ONG), institutions municipales, institutions étatiques, bailleurs de fonds, etc.

C'est la synergie des actions et des stratégies qui deviendra un outil méthodologique de mobilisation de tous et de clarification pour l'action de chacun. Celle-ci doit s'appuyer sur la participation de tous pour une meilleure efficacité du système, la pérenniser et garantir son efficacité dans nos deux cas d'études. A travers la gestion des déchets solides urbains, il est important d'envisager la nécessité d'instaurer une participation et une appropriation par les populations à la base de cette problématique à travers notamment le processus de développement communautaire qui intègre la valorisation des déchets solides urbains pour la création d'emplois dans l'économie populaire urbaine, le recyclage de certains déchets par et pour l'artisanat et les ménages, l'amélioration des outils de collecte, de fouille et du tri des ordures bien avant leur acheminement vers des dépotoirs et décharges afin de mieux valoriser et structurer les filières, la participation à la gestion locale moyennant des technologies alternatives de valorisation ou d'élimination des déchets semble prouver qu'autour de ces actions individuelles et collectives, se développe une réflexion critique, concernant la réalité quotidienne urbaine. Ces exemples, qui constituent des alternatives potentielles à la crise de la gestion urbaine, ne sont pas encadrés ou encouragés par les autorités locales, ce qui aurait permis de réaliser des évaluations plus précises sur la question des ordures.

Enfin, Monsieur Eddy Nilson GOMIS, aborde, dans une quatrième partie de son travail, en trois chapitres (pp. 391-561) ce qu'il appelle les « freins, stratégies partagées et opportunités pour un développement urbain durable à Bissau et à Ziguinchor. Elle a fait l'objet d'un travail de confrontation sur de la base des informations retenues de la deuxième et troisième partie, les expériences des réalisations dans des villes appartenant au même contexte avec

les enjeux et les pratiques urbaines de Bissau et de Ziguinchor. L'ensemble des réflexions présentées dans cette partie est alimenté à la fois par des entretiens, par la capitalisation d'autres travaux de lecture sur différentes thématiques du développement durable et l'aménagement urbain, par les réflexions et analyses présentées dans divers ouvrages sur le sujet en question. A partir de ces informations croisées, Monsieur GOMIS dégage une synthèse des enseignements de ces expériences à Bissau et à Ziguinchor, en termes de freins, d'atouts, de faiblesses, d'opportunités et de stratégies partagées. Cette synthèse est mise en confrontation avec les problématiques du contexte urbain dans les deux villes afin d'en déceler une influence ou bien une reproductibilité de ces expériences. L'objectif final fixé par le candidat est d'en tirer des recommandations et/ou des propositions (pp. 527-545) pour l'intégration de la notion du développement durable dans les futurs projets d'aménagement urbain dans les villes africaines en général et à Bissau et à Ziguinchor en particulier.

Au total, dans ce travail de recherche, le candidat s'est attaché à la résolution de la question de savoir si le modèle de développement durable est-il envisageable dans les villes en Afrique subsaharienne en générale, à Bissau et/ou à Ziguinchor en particulier. Pour ce faire, il a fouillé dans l'histoire des villes de Bissau et de Ziguinchor pour trouver des éléments de réponse à sa problématique et comprendre le niveau de la prise en compte de l'impact historique et l'élaboration de politiques urbaines d'une ville dans le cadre de la mise en place de son DUD. Autrement dit le rôle de l'histoire et les méthodes et connaissances qui permettent d'orienter la conception de projets urbains dans une logique de DUD dans les villes des pays du Sud en général et dans le contexte urbain des villes sénégalaises et bissau-guinéennes en particulier.

Il nous prévient que son ambition n'est nullement de procéder à une approche comparative des deux d'étude des villes de Bissau et de Ziguinchor, mais de s'inscrire dans une démarche analytique de leur trajectoire historique, leur évolution spatiale, les similitudes socio-culturelles, les politiques urbaines mise en place de part et d'autre pour pouvoir y déceler les bonnes pratiques, les stratégies et procédés à mettre en exergue pour les placer sur la rampe de durabilité. Il était question dans cette étude d'analyser l'histoire assez riche de Bissau et de Ziguinchor en relevant dans leur trame historique des éléments qui permettraient de comprendre comment cette histoire a permis de formaliser des manières d'occuper l'espace dans le temps. C'est pour cette raison qu'il s'est intéressé aux manières de fonctionner et aux stratégies de développement mises en place dans les deux villes pour voir s'il y avait des éléments qui émanent des cultures locales et qui pourraient être appropriés intimement par les populations et qui seraient transposables à d'autres villes appartenant au même contexte.

Pour conclure, nous affirmons que bien que n'étant pas mené par un architecte, ce travail fait par un apprenti historien visait à apporter une modeste contribution à la recherche en architecture avec un regard d'historien. Un historien réalisant une thèse en architecture dans une école doctorale qui s'appelle Temps Espace Société et Culture (TESC), relève de l'engagement et de la détermination du candidat qui s'investit dans d'autres champs disciplinaires qui lui étaient jusque-là inconnus. C'est dire que nous prenons très au sérieux Monsieur GOMIS, tant sa passion pour les sciences sociales ne souffre d'aucune contestation. Sa formation d'historien l'a amené à s'intéresser depuis

l'obtention de son Master II (qui a porté sur le processus d'urbanisation de Bissau de 1950 aux années 2000 en 2012) sur le rôle de l'histoire et l'impact des politiques urbaines dans le contexte des villes en Afrique subsaharienne en général et bissau-guinéenne et sénégalaise en particulier. Cette thèse est une prolongation de sa problématique de recherche en Master II en y intégrant d'autres thématiques axées sur la réflexion du développement durable. Pour plus de lisibilité sur le niveau de prise en compte des problématiques de développement durable dans les politiques publiques dans les villes d'Afrique subsaharienne, elle est élargie à la ville de Ziguinchor (capitale régionale de la région naturelle de la Casamance au Sénégal), qui a partagé avec la Guinée-Bissau une histoire politique commune datant de l'ère portugaise à la signature des accords franco-portugais du 12 mai 1886.

Ce travail lui a permis de comprendre en quoi l'impact historique, l'analyse du processus d'urbanisation et les politiques urbaines d'une ville peuvent aider à mieux comprendre et/ou à mettre en place des politiques publiques ou des stratégies de DUD pour atteindre les objectifs du développement durable, de savoir si l'histoire et les politiques urbaines qui ont été mises en œuvre à Bissau et/ou à Ziguinchor pourraient servir de levier pour mettre en place une politique de DUD dans un contexte contemporain. En d'autres termes, quel est l'importance ou le rôle que joue l'histoire dans le processus d'urbanisation ? Est-ce que l'élaboration des politiques urbaines actuelles au Sénégal et en Guinée-Bissau dont la plupart sont d'inspirations exogènes est dans l'application responsable de la dégradation de l'environnement dans ces pays ? Comment adapter les politiques de développement urbain importées avec les réalités locales pour une meilleure prise en charge des questions économiques, sociales et environnementales et qu'elles puissent être transposables à d'autres réalités sans accueil ?

Les obstacles rencontrés durant les recherches menées par le candidat sont nombreux et ont été pointés clairement. L'essentiel des informations collectées pour la réalisation de cette thèse s'adosse à une certaine vision occidentalisée. Il lui a été très difficile de mettre la main sur une documentation qui renseigne sur la mémoire spatiale Bissau notamment (contrairement à Ziguinchor) qui est pourtant est une ville qui a une histoire assez riche. Cette difficulté due à un manque d'information qui pourrait aider à mieux comprendre comment l'histoire de ces deux villes à formalisé des manières de fonctionner et d'occuper l'espace dans le temps n'est pas imputable à l'absence ou à la disponibilité de documentation, mais à la lourdeur de l'administration qui ne m'a pas permis d'accéder à l'information. C'est pourquoi il apparaît dans cette étude un manque d'information notamment sur le plan spatial ; ce qui est très dommageable pour comprendre la manière dont est formalisé l'espace à Bissau et à Ziguinchor.

La Guinée-Bissau est une République marquée depuis son indépendance en 1974 par une instabilité politique et institutionnelle. Elle a été, en effet, longtemps fragilisée par des séries de coups d'état dont les effets négatifs restent toujours perceptibles. La gestion et la mise à disposition des données sur l'histoire du pays en général et sur la ville capitale Bissau au grand public est un exemple patent. C'est un pays où l'enseignement supérieur reste encore un idéal à mettre sur les rails. La culture universitaire n'y est pas assez développée et le taux d'analphabétisme reste élevé. Ce qui est un frein pour des doctorants

comme moi de surcroît de nationalité étrangère (même étant originaire de la Guinée-Bissau) réalisant des recherches à Bissau. La méfiance et/ou la rétention d'informations des autorités ou des populations interrogées sur un certain nombre de questions (la gestion du foncier par exemple) dans le cadre des entretiens que j'ai eu à mener sur le terrain illustre mes propos. L'opacité des rapports entre l'Etat et les « *Regulo* » notamment sur la gestion du foncier est un sérieux problème dans la gestion de l'espace urbain. Il aurait fallu disposer de plus d'informations pour illustrer cette partie traitée dans la troisième partie de cette étude.

A Bissau, même si la terre est sous l'autorité du pouvoir central dans la pratique ce sont les chefs coutumiers qui le gèrent toujours en collaboration avec les agents de la mairie. Ils sont au centre du mode d'attribution des terres et le font assez souvent sans l'avis du pouvoir central. Les conséquences de cette situation sont visibles dans les projets d'aménagement qui dans beaucoup de quartiers ne respectent pas les normes d'urbanismes et ne prennent pas en compte les aspects environnementaux tels que la protection des espaces verts et des zones humides. L'absence de logistique adaptée pour la conservation des documents d'archive sur la période coloniale et d'après-guerre de la libération a été également un facteur limitant dans ma quête d'information. Le peu de documents qui était toujours conservé à L'INEP a disparu ou détruit pendant la guerre civile de juin 1998.

C'est le même constat à Ziguinchor. La récolte d'information dans certains domaines (la gestion du foncier qui est une des causes de la crise casamançaise) a été très compliquée eu égard à la situation de crise casamançaise. C'est ce qui justifie certains manquements ou l'absence d'information sur la façon dont le foncier a été géré durant cette période. Le retour progressif de la situation de paix en Casamance fait qu'on ne veut plus aborder les questions qui fâchent. Ce qui a considérablement réduit son champ de recherche.

L'essentiel de la documentation récolté pour la réalisation de ce travail s'adosse à des données construites par des acteurs occidentaux et pas suffisamment imprégnés des réalités locales urbaines africaines. C'est pourquoi il serait pertinent de prolonger cette réflexion pour intégrer davantage la question de la culture locale au sens large dans la recherche de solutions durables pour l'amélioration des conditions de vie des populations avec l'apport d'autres champs disciplinaires comme l'anthropologie sociale.

Au demeurant, un historien, a-t-il la latitude ou la prérogative de faire des recommandations au politique, comme le fait le candidat ? Ne doit-il pas se contenter de faire métier d'historien en questionnant profondément, avec méthode et rigueur les questions passées pour des éclairages et des mises au point des grandes problématiques qui secouent la société actuelle pour en trouver la lumière au bout du tunnel. Monsieur GOMIS n'a pas vocation à faire ingénieur du génie civil, du contremaître ou de gestionnaire d'ordures et d'autres déchets urbains !

Les arguments qu'il avance quant aux difficultés liées à la collecte des informations sur le terrain guinéen et sénégalais ne peuvent aucunement prospérer à Dakar. C'est une question qu'il a abordée durant des années et, originaire de la région, il ne peut en aucun cas nous opposer ces explications qui relèvent du raccourci et de l'inachevé dans son travail. Les questions

foncières sont bien documentées ; les dynamiques frontalières et transfrontalières, les questions de genre et insécurité, les étalements des villes de Bissau et de Ziguinchor sont des dimensions visibles et maîtrisées par les citoyens ; les archives nationales du Sénégal sont célèbres et accessibles à tous grâce à un service public de très bonne expertise ; celles de l'IFAN/Cheikh Anta DIOP sont réputées par leurs fonds riches et à peine visitées, exploitées et mises en valeur par les chercheurs. Bref, le candidat n'a pas réussi à nous apporter une touche originale de ce champ de recherche qu'il croit avoir défriché le premier d'entre tous. Nos collègues du Département de Géographie de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines font des travaux de collecte, d'enquête particulièrement aboutis et accessibles.

Il a ignoré ce patrimoine inestimable ; nos collègues géographes de l'Université Assane SECK de Ziguinchor n'ont pas été sollicités par Monsieur GOMIS qui, pourtant, ont conduit et conduisent des recherches de la première importance¹. D'ailleurs, la composition de la bibliographie nous rend bien

¹ BA, (Assane), « Assainissement autonome au Sénégal, entre principes et pratiques : l'exemple des quartiers de Goumel, Kenia et Belfort, commune de Ziguinchor », UASZ, UFR Sciences et technologies, Département de Géographie, Spécialité : Aménagement et Territoires, Mémoire de Master, février 2021, 143p.

BA, (Boubacar Demba), « Les apports de la géomatique dans la gestion des inondations : cas de la commune de Ziguinchor », UASZ, UFR Sciences et technologies, Département de Géographie, Master : Espaces, Sociétés et Développement, Spécialité : Environnement et Développement, 2013, 125p.

BADJI, (Pape Ansou), « La filière Anacarde dans la commune de Ziguinchor : Impacts socioéconomiques et environnementaux », UASZ, UFR Sciences et technologies, Département de Géographie, Master : Espaces, Sociétés et Développement, Spécialité : Aménagement et Territoires, 2014, 163p.

DAFF, (Maïmouna), « La mobilité urbaine à Ziguinchor : dimensions et variabilité », UASZ, UFR Sciences et technologies, Département de Géographie, Master : Espaces, Sociétés et Développement, Spécialité : Aménagement et Territoires, 2019, 93p.

DIALLO, (Boubacar), « Analyse des précipitations à la station synoptique de Ziguinchor, de 1951 à 2018 », UASZ, UFR Sciences et technologies, Département de Géographie, Master : Espaces, Sociétés et Développement, Spécialité : Environnement et Développement, 2015, 88p.

DIÉDHIU, (Moustapha Mbacké), « Impacts de la croissance spatiale de la ville de Ziguinchor sur la commune de Niaguis », UASZ, UFR Sciences et technologies, Département de Géographie, Master : Espaces, Sociétés et Développement, Spécialité : Aménagement et territoires, 2016, 113p.

FAYE, (Adama), « Le rôle du transport fluvio-maritime et ses impacts dans le désenclavement de la ville de Ziguinchor », UASZ, UFR Sciences et technologies, Département de Géographie, Master : Espaces, Sociétés et Développement, Spécialité : Aménagement et territoires, 2019, 110p.

GOMIS, (Joseph Samba), « Etude de l'habitat spontané dans la commune de Ziguinchor : cas du sous quartier de Néma 2 », UASZ, UFR Sciences et technologies, Département de Géographie, Master : Espaces, Sociétés et Développement, Spécialité : Aménagement et territoires, 2014, 119p.

GUEYE, (Abdoulaye), « Ville et intégration : les villages traditionnels rattrapés par l'urbanisation : le cas de Diabir (Ziguinchor) », UASZ, UFR Sciences et technologies, Département de Géographie, Master : Espaces, Sociétés et Développement, Spécialité : Aménagement et territoires, 2016, 147p.

KANE, (Ibrahima), « Enclavement et prix des produits importés : cas de Ziguinchor », UASZ, UFR Sciences et technologies, Département de Géographie, Master : Espaces, Sociétés et Développement, Spécialité : Aménagement et territoires, 2016, 161p.

KOUNDOUL, (Lamine), « Infrastructures routières et recomposition territoriale dans la commune de Ziguinchor : étude de cas dans les quartiers de Tilène et de Kandé », UASZ, UFR Sciences et

compte de sa sécheresse : les articles de presse ignorés, une mauvaise confection de la bibliographie (délivrée en vrac, ce qui est inacceptable, les personnes enquêtées sont au nombre très réduit et l'échantillon n'est pas convaincant : Amadou Lamine BA (Chef du Service Régional de l'ONAS de Ziguinchor, entretien réalisé le 14 août 2017 à Ziguinchor), Théodore KINGBO (Responsable du Groupe « Vision 2000 Environnement dans la région Sud, entretien réalisé le 2 octobre 2020), Mamadou GUEYE (Coordonnateur de la Cellule d'exécution du projet de l'amélioration et de la gestion des boues de vidange de Ziguinchor, entretien réalisé le 8 août 2017), Joseph Sambou FAURE (Chargé de la communication de la mairie de Ziguinchor, entretien du 4 janvier 2020), Djiby NDIAYE (Directeur Général de l'Agence Nationale pour les Energies Renouvelables (ANER), entretien réalisé en 2014), Khadim NIASS (Chef de la Division Régionale de l'Environnement et des Etablissements Classés de Ziguinchor, entretien réalisé le 14 août 2017 à Ziguinchor), Aliou DIEME (Agent Voyer de la mairie de Ziguinchor, entretien réalisé le 14 août 2017), Lamine SANE (Directeur du Service de l'Urbanisme de Ziguinchor, entretien réalisé le 14 août 2017 à Ziguinchor), A. SOW (Directeur du Service Régional de l'Assainissement de Ziguinchor, entretien réalisé le 13 août 2018), Babacar Sadih SOUGOUFARA (Représentant du Conseil Exécutif du Transport Urbain de Dakar (CETUD, Ziguinchor, entretien réalisé le 17 décembre 2018), (agents municipaux ou directeurs de projets ou de programmes), seulement une douzaine de dossiers d'archives consultée, quelques rapports de l'ANSD mis à contribution, ceux de 2012, 2013, 2015 et 2019 !).

Les agents des municipalités de Ziguinchor et de Bissau n'ont pas été mis à contribution de manière méthodique et scientifique. Cependant, nous notons que le travail est très bien illustré : 30 cartes, 24 figures, 40 photos réalisées par le candidat, 24 figures, 22 tableaux. Bref, les manquements de ce travail

technologies, Département de Géographie, Master : Espaces, Sociétés et Développement, Spécialité : Aménagement et territoires, 2018, 132p.

SADIO, (Awa), « L'accès à l'eau potable dans la commune de Ziguinchor : cas des quartiers périphériques de Néma2, Kandialang-Est et Kénia », UASZ, UFR Sciences et technologies, Département de Géographie, Master : Espaces, Sociétés et Développement, Spécialité : Environnement et Développement, 2019, 129p.

SANÉ, (Bouly), « Gestion des eaux usées domestiques et pluviales dans le quartier de Santhiaba-Ouest (Commune de Ziguinchor) : Incidences sanitaires et environnementales », UASZ, UFR Sciences et technologies, Département de Géographie, Master : Espaces, Sociétés et Développement, Spécialité : Environnement et Développement, 2017, 130p.

SOW, (Djiby), « Analyse diachronique de la croissance spatiale de la ville de Ziguinchor, de 1960 à 2014 », UASZ, UFR Sciences et technologies, Département de Géographie, Master : Espaces, Sociétés et Développement, Spécialité : Aménagement et territoires, 2014, 129p.

TAMBA, (Moussa), « Politique de décentralisation au Sénégal et difficultés de mise en œuvre des compétences transférées dans les secteurs de la santé et de l'éducation : cas de la commune de Ziguinchor », UASZ, UFR Sciences et technologies, Département de Géographie, Master : Espaces, Sociétés et Développement, Spécialité : Aménagement et territoires, 2019, 144p.

TOURÉ, (Mame Aïssatou), « Espaces, circuits d'approvisionnement et de commercialisation du poisson dans la commune de Ziguinchor », UASZ, UFR Sciences et technologies, Département de Géographie, Master : Espaces, Sociétés et Développement, Spécialité : Aménagement et territoires, 2016, 111p.

sont assez conséquents et empêchent le candidat de s'en sortir avec de nouvelles pistes de recherche nettement établies et cernées. D'ailleurs son travail ne sort pas des sentiers battus de la recherche sur le développement durable, sur les ressorts de l'urbanogenèse en Afrique. Des spécialistes plus confirmés, plus aguerris sont passés avant lui et ont largement et amplement balayé ces champs de recherche et d'investigation.

Au demeurant, en dépit de toutes ces insuffisances inhérentes à toute œuvre humaine, nous saluons la profondeur historique du phénomène urbain en Afrique occidentale française et portugaise et dans les discussions soulevées par la notion de « développement urbain durable » par ce travail. Des tentatives de comparaison et de confrontation de leurs trajectoires méritent d'être saluées.

Au total, je marque mon total accord pour l'organisation de la soutenance de ce travail de terrain remarquable et d'une profondeur historique conduit et réalisé par un jeune chercheur prometteur aux qualités humaines et intellectuelles avérées devant un jury dûment constitué.

Dakar, le 27/05/2021

Daha Chérif BA, Professeur Titulaire des Universités

Cachet et signature

Daha Chérif BA
Enseignant - Chercheur
Professeur Titulaire des Universités
Tél . 77 541 60 33
cherifdaha@hotmail.com